

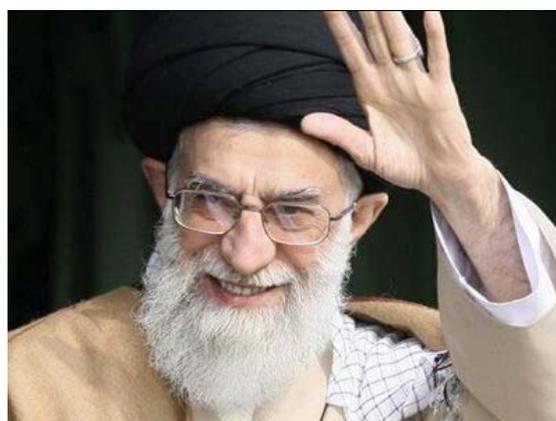
« TENDANCES DE L'ORIENT »

# L'Iran récolte les fruits de sa résistance

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 11 NOVEMBRE 2013

ENGLISH



## L'Iran récolte les fruits de sa résistance

**P**ar Ghaleb Kandil

Quels que soient les résultats des négociations autour du dossier nucléaire iranien, la réalité qui se dégage de l'image des ministres des Affaires étrangères des grandes puissances, qui ont accouru à Genève après les informations sur un accord de principe —qui pourrait être suivi par d'autres rounds de pourparlers— est que 34 ans de blocus et de guerre se sont terminés par un échec cuisant pour l'Occident. La résistance du leadership et du peuple iranien et leur détermination à aller de l'avant ont eu raison de tous les complots.

Le timing de la décision états-unienne de reconnaître la force et la puissance de l'Iran a coïncidé avec l'abandon par Washington de son projet d'agression contre la Syrie, face à la détermination et à

la solidité de l'axe de la résistance et de ses alliés, opposés à l'unilatéralisme US. La Syrie, l'Iran et le Hezbollah ont fermement exprimé leur volonté à faire face à toute attaque, car ils sont conscients que toute agression contre l'un des membres de cette alliance vise en fait à démanteler l'axe en entier.

Grâce à l'attachement du peuple iranien à son indépendance et à sa liberté, à la détermination et la compétence de son leadership, l'Iran a réussi à surmonter le blocus impérialiste qui lui est imposé depuis plus de trois décennies. Et ce n'est pas tout. Il a réussi à acquérir et accumuler d'énormes capacités économiques, techniques, scientifiques et militaires, lui permettant de faire son entrée dans le club des grandes puissances. La reconnaissance états-unienne de cette force couronne toutes ces réalisations face aux complots impérialistes et sionistes, financés par l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe. Ces progrès ont pu avoir lieu en raison du choix de la résistance, consacré par l'alliance entre la Syrie arabe et l'Iran islamique, dont les fondements ont été jetés lors de la rencontre historique entre les deux grands figures aujourd'hui disparues, le président Hafez al-Assad et l'ayatollah Khomeiny. Il serait opportun de comparer la reconnaissance US de la force iranienne à la reconnaissance par Washington de la Chine populaire, à la fin des années 70. Et comme le fait de reconnaître le rôle et la puissance de la Chine a ouvert la voie à des changements en Asie de l'est, la reconnaissance de l'Iran ouvrira la voie à des changements importants dans le Mashreq arabe et dans le Golfe.

Ceux qui sont lésés et inquiets de la soumission de Washington aux nouvelles réalités montrent leurs vrais visages à Riyad et à Tel-Aviv. Pendant des décennies, ceux-là ont bâti leurs intérêts sur les actions offensives et agressives des États-Unis contre l'Iran. Des actions pour lesquelles d'énormes capacités financières, militaires et dans le domaine du renseignement ont été déployées, dans le but de contrer la stratégie de Téhéran qui, par principe, a fait de la cause palestinienne et du soutien à la résistance au Liban et à la Syrie, la pierre angulaire de sa politique régionale. Ces mêmes principes iraniens sont appliqués dans l'approche de la situation en Irak et des crises au Yémen et à Bahreïn.

La relation à venir entre l'Iran et les États-Unis devra être analysée à travers le prisme d'une Guerre froide régionale et mondiale. Il

serait illusoire de croire que les négociations aboutiront à des compromis globaux et immédiats sur tous les dossiers litigieux. Il est clair qu'il existe des divergences au niveau des priorités. Washington souhaite des arrangements qui précèderaient le retrait de ses troupes d'Afghanistan, alors que la Palestine reste au cœur des préoccupations de Téhéran. Toutes les étapes passées de la confrontation ont montré la solidité de la position iranienne de principe dans son soutien à la Syrie et son refus de passer des marchandages au détriment de ses constantes. C'est d'ailleurs cette solidité qui a contraint les États-Unis et leurs alliés à reconnaître tacitement leur échec. Les indices marquant le recul de l'Occident commenceront à apparaître prochainement, d'autant que des pays européens alliés de Washington dépêchent des émissaires à Damas.

La forme de la confrontation a changé mais le fondement de la contradiction entre un Iran libre et indépendant et ses alliés d'une part, l'alliance impérialiste, sioniste et des États collaborateurs de l'autre, demeure inchangé. Cette confrontation est désormais sous-tendue par de nouveaux rapports de force, qui sont dans l'intérêt de l'Iran et de ses partenaires.

## Déclarations et prises de positions

**Mohammad Raad**, chef du bloc parlementaire du Hezbollah

*« Notre ennemi est haineux. Lorsqu'il n'a pu nous battre dans le cadre d'un face-à-face, il a tenté de nous attaquer par l'arrière de la frontière orientale, à travers la Syrie, en utilisant les groupes takfiristes pour poignarder la résistance dans le dos. Cet ennemi, et tous ceux qui sont de connivence avec lui comme puissances arabes de la région et comme forces politiques au Liban, ont commencé à fourbir leur arsenal durant un an et 8 mois de trafic continu de combattants et d'armes, d'ouverture des camps dans le Nord, à Arsal dans la Békaa, d'entraînement des takfiristes et d'importation de bateaux vers les ports du Nord, avec la complicité de certaines agences officielles. Nous avons vu comment leur ancien directeur a révélé son vrai visage, celui du chef de milice, et*

*non de directeur général des FSI. Ces derniers complotaient avec les takfiristes et les aidaient à vider les armes dans les ports, qui étaient récupérées par les gangs dans les entrepôts du Nord, puis infiltrées progressivement en Syrie à travers les points de passage douaniers par lesquels filtrent les combattants. Ils ont voulu ainsi fonder des bases hostiles afin de se jeter ensuite sur la résistance dans la Békaa, après avoir fait de Qousseir l'axe de l'hostilité. Tout ce qu'ils ont fait durant un an et huit mois, la résistance l'a fait voler en éclats en 18 jours. Nous avons renversé la table sur leurs têtes et avons modifié l'équation en Syrie et dans la région. Ils ont été hurler toute leur haine en Turquie et ailleurs. Ils voulaient accomplir une mission israélienne en poignardant la résistance dans le dos. Mais la résistance a provoqué leur chute et annihilé leur mission. Nous sommes intervenus en Syrie pour empêcher leur ingérence et leur complot contre la résistance, son peuple, ses hommes et ses exploits, et afin de protéger le Liban de leurs exactions et leurs crimes. Les images criminelles dont nous sommes témoins sur les écrans de télévision sont les leurs. Nous avons renversé la table sur vos têtes. Prenez-garde, ne songez pas à en faire de même. Nous nous sommes défendus et avons défendu notre Liban par les moyens nécessaires en vue de notre défense. Prenez-garde : ne nous obligez pas à agir autrement que par la défensive. Que ceux qui veulent entendre prêtent bien l'oreille. Nous ne voulons pas être tout le pouvoir de décision dans ce pays. Mais nous ne voulons pas qu'on nous écarte des décisions nationales. Nous avons préservé et défendu ce pays ; vous avez tenté de le transformer en portefeuille que vous trimbaliez d'un lieu à l'autre. Vous avez voulu le transformer en société de biens-fonds et en groupe d'intérêts pour les investisseurs arabes et régionaux, aux dépens des investisseurs libanais. Nous avons voulu que notre Liban soit souverain, libre, indépendant et en bonne santé. Même le centrisme ne devrait pas signifier la neutralité. Il n'y a pas de centrisme entre ce qui est bon et ce qui est mauvais, entre la justice et l'oppression, entre l'indépendance et l'occupation, entre le souverainisme et le suivisme. Il n'y a pas de centrisme qui puisse s'appeler distanciation. Ce centrisme neutre est un alignement sur le camp de ce qui est mauvais, volontairement ou pas. Nous comprenons et incarnons le sens de la*

*souveraineté, pas ceux qui marchandent la souveraineté et en scandent les slogans dans les arènes publiques. »*

**Michel Aoun**, leader du Courant patriotique libre

*« Notre relation avec la résistance a véritablement commencé en 2006 et s'est consolidée pendant la guerre de juillet contre Israël. À ce moment-là, tout le monde croyait que la résistance serait écrasée, mais j'avais dit le contraire. Les déclarations de Sayyed Nasrallah par la suite ont montré la valeur qu'il attache à cette position et les chiites en général nous prouvent chaque jour l'importance de notre relation avec le Hezbollah. Je ne cherche pas les bénéfices pour moi, mais pour la patrie. Je pense que la stabilité actuelle dans le Mont-Liban, au Sud et dans la Békaa est en grande partie due à cette entente et bénéficie à tous les Libanais, qu'ils nous appuient ou non. Le Hezbollah a été obligé de se rendre en Syrie parce que les combats commençaient à s'étendre au Liban, à Ersal et à Laboué. Il se devait donc de les repousser au-delà de la frontière libanaise. Il a utilisé pour cela une stratégie préventive et il a maintenu ainsi la guerre sur le territoire syrien. L'issue finale de la bataille dira s'il a eu raison ou non. La participation du Hezbollah à la guerre en Syrie fait de lui une partie intégrante de la solution à venir. Mais cela ne signifie pas qu'il se retournera contre ses partenaires au Liban. Je crois au contraire que la solution à venir sera dans l'intérêt de l'entité libanaise (...) Les extrémistes musulmans élimineront rapidement les chrétiens alors que les dictatures le feront plus lentement. Je me suis rendu en Syrie en 2008. Entre 2008 et 2011, il y a eu une détente entre les deux pays et les maronites ont pu retrouver leurs racines. Les relations entre les deux peuples se sont approfondies. Il y a eu une véritable normalisation des relations entre les deux peuples, même si les problèmes politiques n'étaient pas réglés. Des négociations avaient d'ailleurs été entamées par le Premier ministre Saad Hariri pour les régler. Ensuite, il y a eu la guerre, mais elle n'est pas la responsabilité du régime. Elle a été lancée dans l'intérêt d'Israël par des pays soit alliés à Israël, soit alliés aux États-Unis qui, eux, ont deux soucis, Israël et le pétrole (...) Depuis le début, j'ai dit que le président Bachar ne partira pas et la solution de la crise est dans le dialogue. Nous y arrivons et mon conseil aux Syriens est de venir*

*au dialogue le plus vite possible. »*

**Walid Joublatt**, chef du Parti socialiste progressiste au Liban

*« Le suis favorable à un compromis gouvernemental entre le 14-Mars et le 8-Mars, qui accorderait le tiers de blocage aux deux parties. La déclaration ministérielle du prochain gouvernement devrait inclure la formule armée-peuple-résistance et la Déclaration de Baabda. Le Hezbollah a commis une erreur historique en envoyant ses hommes se battre en Syrie, mais il n'est pas le seul à l'avoir fait. La présence de l'Armée syrienne libre à Eral est regrettable. La responsabilité de la crise en Syrie incombe non seulement au régime, mais aussi aux pays Amis de la Syrie. L'opposition syrienne doit participer à la conférence de Genève II avec un document politique unifié. Le plus important est de restaurer l'unité de la Syrie, par le biais de l'armée et de la sécurité (...) Les Arabes doivent ouvrir un dialogue en vue d'un compromis avec l'Iran, surtout dans le cas d'un accord américano-iranien. Il vaut mieux, pour les Arabes, de faire partie du compromis, s'il survient. John Kerry nous appelle d'Arabie saoudite à isoler le Hezbollah au Liban. Qu'il commence par demander à Barack Obama de cesser de dialoguer avec l'Iran. »*

**Adnane Mansour**, ministre libanais des Affaires étrangères

*« Je représenterais le Liban, à la tête d'une délégation, à la conférence Genève 2. Ce n'est pas au 14-Mars de trancher ce genre de questions. Ce camp peut s'opposer à tout ce qu'il veut et faire les commentaires qu'il désire, mais en fin de compte, la décision revient aux institutions et aux responsables au pouvoir. La période allant du 15 décembre au 15 janvier n'est pas propice, en raison des fêtes. La conférence se tiendra donc avant le 15 décembre ou après le 15 janvier. La position arabe n'est plus aussi tranchée qu'elle ne l'était, puisque tous les pays, à l'exception d'un ou deux, sont désormais persuadés qu'il faut arrêter le bain de sang en Syrie. Mais il est naïf de penser que ce congrès signera la fin du président syrien Bachar el-Assad. Nous y allons pour trouver une solution politique qui convienne à tous, sinon pourquoi le président Assad y participerait-il ? Que personne ne croit que Genève 2 mettra fin au régime actuel, ce congrès s'efforcera de trouver une solution politique. »*

**Achraf Rifi**, ancien directeur des Forces de sécurité intérieure au Liban

*« Les incidents de Tripoli découlent d'un projet irano-syrien qui a commencé à être appliqué dès 2004. Mais je suis persuadé qu'il est voué à l'échec : le Hezbollah ne bénéficie plus du tout d'un consensus national, on dirait que c'est désormais un poisson qui veut vivre hors de l'eau. Hassan Nasrallah est en train de se suicider en Syrie. Ceux qui parlent de victoires du Hezbollah en Syrie sont mus par l'affectif et le populisme. Je suis le fils de l'État et des institutions, l'antithèse naturelle des milices. Si j'avais été encore en poste, j'aurais été ramener Ali Eid de chez lui pour qu'il soit interrogé par la justice. Les services de renseignement ont les preuves de son implication dans les incidents de Tripoli et l'État doit assumer ses missions, et si la Syrie s'en mêle, les Nations unies sont là pour arrêter tout cela. »*

## Événements

- Le site *NowLebanon* proche du 14-Mars rapporte que l'ancien Premier ministre Saad Hariri ne rentrera pas au Liban de sitôt, même s'il le souhaite, puisque les risques sécuritaires qui l'ont poussé à quitter le Liban sont toujours présents.
- Le quotidien koweïtien *Al-Rai* a rapporté que le chef du Parti socialiste progressiste, Walid Joumblatt, a reçu lundi le responsable de la sécurité du Hezbollah, Wafic Safa, à son domicile de Clemenceau. M. Joumblatt aurait transmis ses salutations au secrétaire général du parti, Hassan Nasrallah, par le biais de M. Safa. Le chef du PSP aurait également « exprimé son réconfort à la suite de cette visite » et « au vu de la voie suivie par les relations entre les deux partis », ajoute le quotidien.
- Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a indiqué dimanche, dans son rapport hebdomadaire, que plus de 52 000 réfugiés syriens ont été enregistrés le mois d'octobre. Le nombre de réfugiés syriens a dépassé 812 000, dont plus de 725 000 sont inscrits auprès du HCR et 87 000 devraient

bientôt faire leur inscription.

• Le député syrien, Mohjem al-Sahou, membre de la tribu des Bousaraya, établie dans l'est de la Syrie, a été exécuté samedi par des extrémistes d'Al-Qaïda. Il avait été capturé fin octobre avec l'un des chefs de sa tribu, proche du régime syrien, Mohanna Fayçal Fayyad, après de violents combats dans la localité de Chmeitiyé, près de Deir Ezzor. Mohjem al-Sahou a été exécuté par « l'État islamique en Irak et au Levant », proche d'Al-Qaïda, après avoir été jugé par un tribunal islamique. Il avait été livré à l'EIL par la « Brigade de la victoire », de l'Armée syrienne libre. Les rebelles s'efforcent de prendre le contrôle de la totalité de la ville de Deir Ezzor, et pour cela, il leur faut d'abord éliminer les partisans de l'État syrien. C'est pour cela qu'ils ont exécuter Mohjem el-Sahou et massacré des membres de sa tribu.

## Revue de presse

**As-Safir** (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(8 novembre 2013)

Après avoir rejeté tout discours communautaire et prôné l'unité islamique, Nasrallah a appelé à faire face au grand danger qui guette le public de la résistance, celui des véhicules piégés. Sur un autre plan, il a souligné un autre défi auquel est confrontée la résistance aujourd'hui, celui de renforcer ses capacités pour faire face au danger israélien. Rappelant la victoire de la résistance en juillet 2006, lorsque le monde entier s'est ligué contre la résistance en misant sur sa défaite, sayyed Nasrallah a considéré que le Hezbollah est devenu une puissance régionale incontournable.

Évoquant la situation en Syrie, il a estimé qu'« après l'échec du plan consistant à frapper la résistance au Liban et à prendre l'Iran pour cible, ils ont décidé de comploter contre la Syrie. Cela va au-delà de la réforme et du changement. C'est un complot pour faire chuter le régime et ses choix politiques l'ayant amené à se tenir aux côtés de la résistance en Irak, en Palestine et au Liban. « C'est pourquoi nous nous sommes tenus aux côtés du régime », a-t-il dit.

« Je suis en mesure d'affirmer, a-t-il poursuivi, que nous avons déjoué la plupart des plans qui étaient ourdis contre la Syrie. La Syrie se rétablira, et nous parviendrons en fin de compte à la solution politique, d'autant que l'axe de la guerre contre la Syrie a buté sur une impasse. Nous pouvons même dire que nous nous sommes engagés dans la dernière ligne droite qui nous mènera à une nouvelle victoire historique et stratégique ».

Sayyed Nasrallah a par ailleurs souligné que l'implication du Hezbollah en Syrie était plus que nécessaire pour éviter une irakisation du Liban.

### **As-Safir (8 novembre 2013)**

Mohammad Ballout, Paris

Il existe une confrontation entre la CIA et le patron des renseignements saoudiens, le prince Bandar Ben Sultan. Les divergences entre les États-Unis et l'Arabie saoudite au sujet de la Syrie ne cessent de prendre de l'ampleur. Des sources syriennes informées affirment que le secrétaire d'État John Kerry a refusé de rencontrer Bandar Ben Sultan à l'occasion de sa visite à Riyad. Les renseignements US sont en effet irrités par la stratégie que Bandar applique désormais en Syrie, avec une tendance à rassembler les groupes jihadistes dans un seul cadre militaire tout en confortant leur position au sein de l'état-major de l'ASL.

Ces sources ont évoqué une colère états-unienne provoquée par les déclarations de Bandar Ben Sultan, qui a menacé de faire cesser la coopération sécuritaire avec les renseignements US après que le président Barack Obama eut renoncé aux frappes militaires contre Damas. Les milieux sécuritaires états-uniens concernés par la coordination de l'aide militaire à l'opposition syrienne se déchaînent contre le prince saoudien et qualifient de « stupide et dangereuse » sa stratégie en Syrie dans la mesure où elle compromet les intérêts US en encourageant les groupes jihadistes, qui constituent, selon les services secrets états-uniens, un prolongement d'Al-Qaïda, s'agissant notamment du Front Al-Nosra.

Des sources états-uniennes ayant participé à la réunion de Genève enfoncent le clou : Bandar Ben Sultan représente désormais une pierre d'achoppement pour les relations stratégiques entre les

États-Unis et l'Arabie saoudite. Un haut responsable sécuritaire US à Paris a d'ailleurs été cité par un opposant syrien comme ayant affirmé que le dossier syrien sera désormais confié exclusivement au roi Abdallah et au prince Seoud al-Fayçal.

**An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Abdel Karim Abou Nasr (8 novembre 2013)

Selon les confidences d'un éminent responsable occidental à Paris, des personnalités proches du régime syrien ont demandé à rencontrer discrètement des diplomates états-uniens en Europe, à qui elles ont présenté une offre du président syrien : établir un canal de contact secret entre Bachar al-Assad et l'Administration du président Barack Obama pour parvenir à une entente permettant au président syrien de rester au pouvoir. Les diplomates US ont toutefois rejeté catégoriquement cette proposition.

**Al-Akhbar** (Quotidien libanais proche de la Résistance, 8 novembre 2013)

Selon certains d'informations, le 8-Mars, plus particulièrement le Hezbollah, trouve suspect le timing de la visite du président de la République, Michel Sleiman, à Riyad. L'Arabie saoudite mène en effet une guerre contre l'axe de la résistance dans la région et le Hezbollah au Liban. De surcroît, cette visite intervient immédiatement après celle de John Kerry à Riyad, à l'occasion de laquelle le responsable US s'en est pris au Hezbollah.

Le 8-Mars craint que le camp adverse ne cède à la précipitation en formant un gouvernement de fait accompli lorsque le président Sleiman sera de retour au Liban. Un tel gouvernement pourrait en effet être au cœur d'un troc entre Washington et Riyad : l'Arabie faciliterait la tenue de la conférence de Genève II ; en contrepartie, Washington accèderait à la demande saoudienne d'imposer au Liban un gouvernement au sein duquel le Hezbollah ne serait pas représenté. Le 8-Mars craint par ailleurs, selon les mêmes informations, que les alliés du Royaume n'entreprennent à Tripoli des démarches qui mettent en péril la paix civile au Liban.

**Al-Akhbar** (8 novembre 2013)

Nader Heter

Pour mettre des bâtons dans les roues de la conférence de Genève

II, l'Arabie saoudite se sert de deux acteurs qu'elle soutient sans limite : la minorité politique qui déroge au consensus national syrien (comprendre la coalition) ; les groupes armés relevant des ex-milices de l'ASL et des ailes d'Al-Qaïda, en plus d'une nouvelle milice qui est en train d'être mise en place en coopération avec le Pakistan, la France et le régime jordanien. La position saoudienne est la suivante : Pas de compromis et pas de paix en Syrie, mais uniquement la guerre, la destruction et la désintégration de la société et de l'État. La stratégie de l'Arabie saoudite, appuyée par Israël, la droite états-unienne et la France encourage le terrorisme multiforme et la guerre takfiriste.

La lutte contre le terrorisme est et restera dans un proche avenir le problème fondamental de la Syrie. Les parties prenantes à la conférence de Genève II doivent parvenir à une déclaration conjointe contre le terrorisme. Ce sera le premier pas à entreprendre pour fixer le cadre du règlement politique, qui s'accompagnera, ou sera suivi, d'une démarche politique audacieuse : aussi bien les loyalistes que l'opposition nationale déclareront que les forces faisant partie de la 'coalition' représentent un instrument étranger ennemi, qui n'a pas sa place dans le règlement. Si c'est le cas, tout l'argent de l'Arabie saoudite et son réseau de relations avec le sionisme, la droite occidentale et les terroristes, seront sans aucune valeur lorsque Riyad perdra la légitimité de son instrument politique syrien.

Pour faire échec à la stratégie saoudienne, il faut organiser une campagne civile multiforme contre l'Arabie saoudite, qui mettra à contribution les médias et les réseaux sociaux et passera également par des sit-in devant les ambassades du royaume. Il faut aussi boycotter sur tous les plans l'Arabie saoudite et ses alliés.

#### **Al-Akhbar** (8 novembre 2013)

Des sources islamiques affirment que des médiateurs ont réussi à instaurer une trêve provisoire entre le Front al-Nosra et l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), ce qui a permis d'atténuer les polémiques médiatiques entre les deux parties. Des représentants des deux organisations ont tenu des réunions en présence d'intermédiaires au Liban, selon les mêmes sources.

Par ailleurs, les forums jihadistes ont diffusé un enregistrement sonore de l'émir des « Brigades Abdallah Azzam au Levant », le Saoudien Majed Majed, dans lequel il évoque les conflits entre les groupes islamistes en Syrie, les appelant à faire prévaloir « l'appartenance à la Oumma islamique aux affiliations au groupe, car les divisions ne profitent qu'aux ennemis de l'islam ».

Majed a consacré le reste de son message au Liban, affirmant qu'il avait présenté « tous les arguments et malgré cela, le Hezbollah ne s'est pas retiré du territoire syrien ». « Le Hezbollah iranien et ses intérêts au Liban sont devenus des cibles légitimes pour nous et pour les révolutionnaires », a-t-il dit, précisant que « les roquettes qui ont touché vos régions dans la Bekaa, le Hermel et la banlieue sud ne sont que des escarmouches ».

L'émir des Brigades Azzam a demandé aux hommes politiques libanais d'intervenir pour retirer les combattants du Hezbollah de Syrie « afin d'éviter la guerre au Liban ».

Dans un message adressé aux chrétiens, Majed Majed déclare : « Aux groupes chrétiens qui se tiennent aux côtés du Hezbollah, nous leur conseillons de s'en éloigner pour éviter l'effusion du sang chrétien ». Il a par ailleurs nommément accusé le directeur de la Sûreté générale, Abbas Ibrahim, « de faire la guerre nuit et jour aux sunnites au Liban en les tuant, les pourchassant et les arrêtant ». Il a terminé son enregistrement par un appel aux sunnites libanais, leur demandant de quitter les rangs de l'armée libanaise « dont le commandement est un agent de l'Iran ».

### **Al-Akhbar (7 novembre 2013)**

Mayssam Rizk

Le chef du Courant du futur, Saad Hariri, ne veut plus participer à aucun gouvernement. Toutes les configurations proposées, même celle dite des 3x8, sont désormais nulles et non avenues à ses yeux. Hariri s'est décidé à ce propos lors de sa rencontre à Paris avec des députés du Courant du futur et du 14-Mars « Non à la formation du gouvernement tant que le Hezbollah sera présent en Syrie », a-t-il dit. En effet, étant donné que ce parti insiste à continuer de combattre aux côtés du régime syrien, Hariri pose des conditions pratiquement impossibles à satisfaire à présent, ce qui renvoie la formation du gouvernement aux calendes grecques.

Ces conditions, que le Moustaqbal préfère appeler « règles de base du partenariat », sont au nombre de deux : le retrait du Hezbollah de Syrie, et l'engagement à respecter la Déclaration de Baabda. Tant que ces deux conditions ne seront pas satisfaites, « il ne sera pas possible de discuter du gouvernement », affirme le parti de Hariri.

Retour donc à la case départ dans le dossier gouvernemental. Le 14-Mars a décidé de ne pas participer au cabinet. Et aucun des deux camps rivaux ne fera marche arrière. Ce qui signifie que la naissance du futur gouvernement restera en suspens *sine die*.

Par ailleurs, le président de la Chambre Nabih Berry n'a pas l'intention d'accéder à la requête de Najib Mikati concernant la tenue d'une séance parlementaire pour expliquer le concept d'expédition des affaires courantes. Selon lui, ce concept ne nécessite aucune explication étant donné qu'il se situe dans un cadre bien connu. Mikati chercherait-il à renflouer son gouvernement ?

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad, (4 novembre 2013)

À l'heure où l'on parle de plus en plus d'un plan visant à vider le Moyen-Orient de ses chrétiens pour le livrer à une guerre de cent ans entre chiites et sunnites et justifier par la même occasion l'État juif d'Israël, les congrès pour les chrétiens d'Orient se multiplient. Le week-end dernier, l'Assemblée des chrétiens d'Orient a tenu ses premières assises et ce week-end, c'est la « Rencontre chrétienne » qui a organisé le congrès des chrétiens d'Orient.

Les points communs des deux congrès est qu'ils posent le problème de la présence chrétienne en Orient à un moment particulièrement délicat pour cette région, où les images des églises détruites et des statues de la Vierge brisées circulent dans les médias et sur les réseaux sociaux. Les deux se complètent, avec, toutefois, une absence remarquée des chrétiens du 14-Mars, qui considèrent que les dangers encourus par les chrétiens d'Orient sont amplifiés pour servir les revendications politiques des chrétiens alliés au Hezbollah, ainsi que pour renflouer d'une manière ou d'une autre le régime du président syrien Bachar

el-Assad.

Toutefois, l'argument de la récupération politique de la cause des chrétiens d'Orient n'annule pas l'existence de cette cause et n'efface pas les agressions dont les chrétiens sont actuellement victimes, en Syrie, en Irak, en Égypte et ailleurs.

C'est sans doute le général Michel Aoun qui a le mieux résumé la situation en affirmant que « les agressions dont sont victimes les chrétiens d'Orient se rapprochent dangereusement de la discrimination raciale », ajoutant que les noms des groupes takfiristes sont multiples, mais leur essence est la même. Ils sont tous contre les droits de l'homme et la démocratie, qu'ils considèrent contraires à la charia. Selon Aoun, l'islam est le premier à être menacé par ces groupes et la présence libre dans cette région est un défi pour les chrétiens et pour leurs partenaires musulmans, s'ils veulent vraiment que cet Orient reste un espace de rencontre, de pardon et de dialogue. Aoun s'est demandé ce qui arrive aux États arabes qui remplacent leur guerre contre Israël par des guerres inter-musulmanes, alors que les chrétiens et les musulmans arabes se sont battus ensemble contre Israël parce qu'ils partagent des valeurs communes. Selon lui, il est faux d'aborder les composantes de la région sous l'angle de la majorité et des minorités.

Aoun a été précédé à la tribune par de nombreux orateurs, notamment les représentants des chrétiens d'Irak, de Palestine, de Syrie, d'Égypte et de Jordanie, qui ont, chacun à sa manière, témoigné de la situation des chrétiens dans ces pays. Tous les orateurs ont ainsi mis l'accent sur le danger que représentent les takfiristes et les extrémistes musulmans. Le représentant des coptes a ainsi qualifié les Frères musulmans de « courant islamiste fasciste qui lance des agressions systématiques contre les chrétiens, en tuant et violant les filles et en attaquant les églises »... Le représentant des chrétiens de Palestine a dénoncé les exactions israéliennes et a appelé à la tenue d'un congrès pour Jérusalem, menacée de judaïsation totale. La représentante des chrétiens d'Irak a exposé les agressions dont ceux-ci sont victimes, appelant à la création d'une province pour les chrétiens dans la région de Ninive. Enfin, la députée syrienne Maria Saadé a rappelé que les chrétiens de Syrie sont en train d'être tués au nom de la

démocratie et des libertés. Elle a appelé les pays occidentaux à cesser d'aider ceux qui prétendent vouloir la démocratie et commettent des massacres, réclamant un arrêt des ingérences internationales en Syrie, ainsi que l'instauration d'un État laïc.

**Al-Anbaa** (Quotidien koweïtien, 6 novembre 2013)

Le mouvement Amal et le Hezbollah abordent la question de l'élection présidentielle en partant du principe qu'avec leurs alliés ils ne sont pas en position de faiblesse ou isolés, comme par le passé. Leurs calculs et leur discours sont donc différents et les milieux de ces deux formations envisagent quatre scénarios pour l'échéance présidentielle :

- ▶ Premièrement : L'élection d'un nouveau président. Cette possibilité semble la plus faible si les circonstances restent inchangées d'ici là. Mais malgré cela, ils disposent d'une liste de candidats qui comporte, forcément, le général Michel Aoun et le député Sleiman Frangié, mais aussi le gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé.
- ▶ Deuxièmement : La prorogation du mandat du président Michel Sleiman. Les milieux des deux partis ne souhaitent pas se prononcer à l'heure actuelle sur cette question. Cependant, il est clair que les prises de position du président, ces deux dernières années, poussent Amal et el Hezbollah à ne pas donner leur avis à ce sujet.
- ▶ Troisièmement : Le vide présidentiel est une éventualité qui existe réellement. Toutefois, Amal et le Hezbollah ne font pas preuve de panique à son égard. Il n'y a aucune crainte de voir un nouveau gouvernement mis en place prochainement tant que le camp adverse réagit négativement à la formule 9-9-6 et n'a pas les moyens de former un gouvernement de fait accompli ou neutre.
- ▶ Quatrièmement : Un compromis local, régional et international de dernière minute, qui paverait la voie à la venue d'un président consensuel, semblable à l'entente qui a abouti à l'élection de Michel Sleiman.

Il va de soi qu'Amal et le Hezbollah n'excluent pas un tel scénario, bien qu'il semble peu probable en ce moment. Mais il est certain que les deux partis estiment qu'ils sont sortis perdant de l'accord de Doha, bien qu'ils avaient pris le dessus sur le terrain. Par

conséquent, la répétition de l'expérience du président neutre suscite chez eux des craintes.

**Rossiïkaïa gazeta** (Quotidien russe, 7 novembre 2013)

Selon Guennadi Gatilov, vice-ministre russe des Affaires étrangères qui a participé aux négociations trilatérales Onu-USA-Russie sur le problème syrien, « nous avons senti que les États-Uniens n'avaient pas suffisamment de leviers pour consolider l'opposition syrienne ».

Pendant ce temps les monarchies du Golfe cherchent à éliminer du champ diplomatique leurs principaux concurrents en Syrie —les Iraniens— et les autorités iraniennes laissent entendre que Genève-2 n'aurait aucune utilité sans la participation de Téhéran. Le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a déclaré sur France 24 que les conseillers militaires et les volontaires iraniens qui combattaient du côté d'Assad avec les chiites libanais pourraient quitter la Syrie —mais seulement si les islamistes sunnites étrangers, financés par l'Arabie saoudite et le Qatar, quittaient également le pays—.

Moscou prône une implication active des médiateurs iraniens dans le dialogue sur la Syrie. Mais Washington et l'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe Lakhdar Brahimi s'y opposent, explique Guennadi Gatilov. En fin de semaine les dirigeants de la Coalition nationale syrienne d'opposition se réuniront à Istanbul et devront prendre une décision sur leur participation aux négociations de paix à Genève. Pour l'instant les opposants d'Assad n'ont pas reçu de garanties selon lesquelles la démission du président syrien serait annoncée pendant la conférence de Genève. Or le principal sponsor de l'opposition, l'Arabie saoudite, insiste sur cette condition pour que la conférence se tienne. Riyad souhaite en effet que Genève-2 prive le président syrien du moindre rôle dans le processus de transition et refuse d'évoquer d'autres options pour mettre fin au conflit syrien.

De son côté Moscou a encore confirmé que Damas était prêt à envoyer à Genève une délégation du gouvernement syrien. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré qu'il était nécessaire de renoncer une bonne fois pour toutes aux illusions sur la possibilité de « trancher le nœud syrien grâce à une

intervention étrangère ». La délégation russe espère que cette approche sera reflétée dans le communiqué final de Genève-2 si la conférence avait lieu.

Les illusions de l'Arabie saoudite, qui pense qu'elle réussira indirectement à renverser le régime d'Assad et installer au pouvoir en Syrie un gouvernement sunnite, n'empêcheront pas la communauté internationale de préparer une « feuille de route » pour régler le conflit syrien.

*Pierre Khalaf*

Source  
[New Orient News \(Liban\)](#)

---

Source : « L'Iran récolte les fruits de sa résistance », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 11 novembre 2013, [www.voltairenet.org/article180969.html](http://www.voltairenet.org/article180969.html)